

TEXTE D'ÉTUDE
N°2/2024

VALÉRIE LOOTVOET

PUBLICATION SUR LE SITE
WEB :
AUTOMNE 2024

AUTRICE :
VALÉRIE LOOTVOET
JOURNALISTE, SOCIOLOGUE ET
DIRECTRICE
Université des femmes

**LA JOURNÉE ORDINAIRE DES FEMMES ET
LE TEMPS PARTIEL DES HOMMES.
TRAVAIL GRATUIT, TRAVAIL PAYÉ ET
TEMPORALITÉS AU REGARD DU PRISME
SEXUÉ**

Les inégalités dans la répartition du travail domestique entre les hommes et les femmes sont encore une réalité criante de notre époque. Comment faut-il considérer ce travail pour soi et pour les plus vulnérables ? De quelle manière l'État doit-il le prendre en charge ou agir sur la structure économique pour faire régresser ces inégalités ? Dans cette étude, l'autrice présente plusieurs approches du « travail gratuit » et met en lumière les nombreuses propositions de réformes que les féministes et le monde associatif ont formulé sur le sujet. Autant de moyen de transformer la société pour assurer le bien-être de tous et toutes.

Jeanne Dieleman est le nom du personnage principal du film éponyme¹ de Chantal Ackerman, qui, en 1975, décide de montrer, en plan continu, ce qu'est la routine de domesticité d'une femme et d'une mère. Le film, considéré comme un des « meilleurs du monde » par de nombreux experts cinématographiques, dévoile simplement ce que font et continuent à faire, jour après jour et de manière universelle, les femmes, qui effectue et/ou se préoccupe en tant que classe que toutes ces tâches indispensables à la survie soient réalisées.

Cette question de la domesticité est centrale dans la période de revendications féministes centrées sur les aspects matériels, c'est-à-dire concrets, des années 1970. Elle est alors inscrite dans la critique de la famille traditionnelle comme lieu d'exploitation domestique et d'exploitation des femmes. Pour rappel, le mariage est encore le lieu d'opérationnalisation du Code napoléonien – en relative désagrégation – et de la toute-puissance maritale et paternelle. Il est donc perçu par les féministes comme un contrat, a minima, à questionner ou encore, à éradiquer dans sa forme d'alors. Il n'est évidemment pas question alors du mariage entre personnes du même sexe : l'on se trouve ici dans l'union d'un homme et d'une femme comme un tout, mais un tout qui équivaut au mari. La conjointe est soluble dans le conjoint, dont les exigences et les désirs ont une valeur légitime. L'égalité des conjoints comme des parents est inexistante : elle est organisée par ce même état de mariage. Les enfants hors mariage font encore des femmes ce que l'on nomme des « filles-mères ».

Ces inégalités apparaissent dans le célèbre *Petit Livre Rouge des Femmes*² distribué en Belgique le 11 novembre 1972 au Passage 44 où les femmes viennent rencontrer Simone de Beauvoir alors de passage en Belgique, et il se présente sous forme de dénonciations diverses. L'un des chapitres est ainsi consacré au mari et un autre au travail. On y relève ce témoignage, disant bien les espoirs autant que les craintes d'une jeune femme de l'époque, qui ne serait peut-être pas si différent d'une jeune femme de son âge à l'heure actuelle : « *Maman, ayant entendu que je ne voulais pas me marier si mon mari n'assumait pas à part égale la charge du ménage et l'éducation des enfants, me dit, effrayée : "tu vas faire fuir tous les garçons en disant des choses pareilles ! Ne sois pas si absolue, ne crie pas si fort tes idées. Tu dois savoir que la vie n'est pas toujours facile et agréable, la vie est faite de renoncements qu'il faut savoir accepter."* C'est ainsi que l'on fait de ses filles des rampantes et de ses garçons des maîtres ». Face à cette injustice dénoncée, se trouvent des revendications autant que des résolutions déjà établies et qui continuent de faire écho : « *Un vrai partage suppose que chacun fasse sa tâche entièrement. Il y a des couples qui vivent ainsi, soit qu'ils fassent tout à deux, soit qu'ils se partagent la besogne : l'un regarde les devoirs et les leçons pendant que l'autre prépare le souper ; l'un s'occupe de toute la cuisine ; achats, rangement, cuisson, etc... l'autre fait le nettoyage, lessive, repassage. Si la femme travaille, un tel partage est normal, ce n'est qu'appliquer la justice élémentaire... et pourtant c'est encore très rare. Des hommes qui prennent ainsi leur part entière et journalière de travail à la maison sont l'exception et ils ont du mal à imposer leur*

point de vue à leurs compagnons de travail ». Aujourd'hui encore, nombre de jeunes femmes espèrent l'avènement de ce qu'elles nommeraient à présent « l'homme déconstruit ».

Dans *Le Petit Livre Rouge des Femmes* se trouve également la question de l'épargne et le travail gratuit des femmes, sur laquelle nous reviendrons – mais également les thèmes de la sexualité, de la contraception (l'IVG n'est pas encore dépénalisée en Belgique), de l'éducation sexuée ou de la publicité. On l'observe : nombre de sujets politisés par les femmes le sont depuis toujours, avec des replis ou des réminiscences selon les décennies. Et le partage (in-)égalitaire des responsabilités de travail dans les sphères du travail professionnel rémunéré et du travail domestique non-rémunéré constituent donc un sujet non neuf mais également central dans ces années.

Par les dirigeants politiques, il est appréhendé par des représentantes et représentants sous le terme de « conciliation », ce qui en atténue la revendication égalitaire et en fait disparaître la dimension sexuée. Ainsi, les politiques des années 1980 vont dégager des programmes de conciliation à partir du temps partiel pour les femmes, dans une expansion de ces conditions de travail, qui seront ensuite administrées de manière massive aux femmes³. Ainsi, en 1983, 8,3% de la population belge travaille à temps partiel et, à peine quelques années plus tard, 25% en 1989. Ces chiffres sont également sexués, puisqu'entre 1983 et 2003, ce sont quatre fois plus de travailleuses qui le sont à temps partiel. Pour les hommes, ils sont de 2 à 4% de travailleurs à temps partiel à la fin des années 1990, pour 12,1% en 2023. À la même date, les femmes sont 44,1% à travailler à temps partiel⁴. Le temps partiel est présenté, telle la profession d'institutrice, comme « pratique pour s'occuper des enfants », sans mentionner l'avantage fiscal qu'il représente pour l'employeur. Nous reviendrons sur ces éléments temporels par la suite.

L'égalité relative au travail dans le couple hétérosexuel va ensuite tomber en désuétude, non pas chez les statisticiennes et les sociologues du travail, mais bien chez les militantes de la cause des femmes, à la fin du 20^e siècle. L'heure est aux luttes culturalistes, portant sur le langage, les symboles et les représentations, et sur une approche du sujet délaissant quelque peu les rapports sociaux. Revient de temps à autre la notion de « valorisation du travail gratuit ». Cette question du travail gratuit à valoriser n'est pas au centre d'une même approche : contestée initialement comme étant une mesure d'éloignement du travail professionnel des femmes, elle serait aujourd'hui une « reconnaissance » du travail invisible portée par les femmes et surtout par les

mères. De non-sujet, donc, elle refait actuellement l'objet de discussions et de débats, de la base militante jusque dans les institutions étatiques, installée au cœur de préoccupations sur le *care* (c'est-à-dire le soin prodigués aux autres, anthropologiquement, par les femmes) et dans un contexte de conditions de travail délétères pour les femmes et de crises sociales successives qui les relèguent toujours plus à la place qui, paraît-il, serait la leur.

Ainsi, nous étions récemment invitée à *« prendre la parole pour présenter un sujet sur l'équilibre indispensable entre les responsabilités collectives et les responsabilités familiales par rapport aux risques sociaux et aux besoins de care et, dans ce contexte, “le travail invisible des femmes” qui majoritairement endossent ce rôle dans les familles, quel que soit leur profil professionnel : mères au foyer, indépendantes, aux horaires atypiques, étudiantes, professeures d'université ou même élues. Toutes sont confrontées, à un moment ou un autre, à devoir gérer du soin à des proches, qui impacte inévitablement la question de la conciliation vie privée / vie professionnelle, et au regard de ce constat les modèles alternatifs qui peuvent se mettre en place »*⁵.

Il s'agit à la fois d'une question fondamentale et d'une demande ambitieuse car c'est une problématique qui se pose à la moitié majoritaire du monde, tout en touchant aussi sa moitié minoritaire. En bref, c'est une question qui touche tous les champs du monde social. Une demande ambitieuse également puisqu'elle touche à l'un des fondements de la domination masculine, la plus ancestrale : la division sexuelle du travail. Celle-ci, bien plus qu'une « conciliation », constitue un rapport social, qui est défini d'après Danièle Kergoat comme suit : *« un rapport social est une relation antagonique entre deux groupes sociaux, établie autour d'un enjeu. C'est un rapport de production matérielle et idéelle »*⁶. Il est à bien différencier d'une relation sociale, inscrite dans une dimension plus individuelle. D'après la même autrice : *« opérer la distinction entre relation sociale et rapport social permet de faire apparaître que si la situation a effectivement changé en matière de relations sociales entre les sexes et dans les couples [...], le rapport social, lui, continue à opérer et à s'exprimer sous ses trois formes canoniques : exploitation, domination, oppression [...] (que l'on pourrait illustrer par : différentiel de salaire, plafond de verre et violences) »*. Les femmes sont donc, de manière dialectique, en rapport avec les hommes, au cœur d'un rapport social de sexe : on ne peut pas considérer la situation des femmes hors de leur rapport avec les hommes.

Que savons-nous de l'activité professionnelle et domestique des femmes et des hommes ?

Pour évoquer ce sujet, intéressons-nous au travail professionnel, rémunérateur et au travail domestique, gratuit.

Tout d'abord, il faut bien se remémorer que les femmes ont toujours travaillé de manière professionnelle – même si ce dernier terme est contemporain. En effet, les femmes font partie de l'humanité, en tant qu'espèce, qui travaille pour assurer sa subsistance, que ce soit en assurant elle-même ses éléments de subsistance par la culture et l'élevage, les soins et autres indispensables du maintien de la vie, soit, de manière plus récente à l'aune de l'histoire humaine en donnant son temps de travail à un employeur dans le cadre du salariat (et en considérant d'autres statuts contemporains de travail qui font moins l'objet d'une approche anthropologique).

De manière historique, le travail des femmes a été largement étudié par des chercheuses telles que les historiennes (Sylvie Schweitzer⁷, par exemple), les sociologues (Margaret Maruani⁸) mais aussi par les ethnologues de la famille (Martine Segalen⁹) qui montrent bien que les femmes ont toujours exercé une activité rémunératrice. Il semble évident que les femmes ont toujours exercé différentes tâches dans les champs, les manufactures, les différentes formes de domesticité, les petites et moyennes entreprises familiales, les soins et les enseignements religieux puis laïcs, jusqu'à leur investissement massif dans le salariat.

À la moitié du 20^e siècle, les femmes vont profiter de la démocratisation des études qualifiantes pour y faire une entrée importante et jamais démentie depuis : partout, dans les sociétés occidentales, les femmes sont plus nombreuses dans les études supérieures qualifiantes et y réussissent mieux que leurs confrères. Ainsi, pour la Belgique en 2019, « 53% des femmes au travail ont un diplôme de l'enseignement supérieur pour 41% des travailleurs masculins »¹⁰. Plus diplômées, plus formées, les femmes sont présentes sur le marché du travail et rattrapent doucement les hommes : aujourd'hui, les femmes constituent un pourcentage important des travailleurs : « le taux d'emploi des femmes est passé de 50% au milieu des années nonante à 67% en 2021, alors que celui des hommes restait stable, à quelque 75%. Le marché du travail n'en demeure pas moins fortement segmenté par genre »¹¹.

Et en effet, si la division sexuelle professionnelle du travail s'est érodée du fait du salariat¹², elle reste présente : les femmes représentent 57% des travailleurs du secteur public. Elles sont actives majoritairement dans l'action sociale, le commerce et l'enseignement, et sont également majoritaires *« parmi le personnel administratif, le personnel de service et de vente, les professions intellectuelles, scientifiques et artistiques ainsi que les professions élémentaires (aides ménagères, ...). Elles ne représentent par contre qu'une infime partie des ouvriers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat, des conducteurs d'installations et de machines, et des ouvriers de l'assemblage, des agriculteurs et des ouvriers qualifiés de l'agriculture ou des professions militaires. Enfin, seul un manager sur 3 est une femme »*¹³.

Mais elles sont aussi très présentes dans les soins : ainsi, les femmes constituent 76,8% des personnes travaillant en tant que personnel dans les soins de santé (pour les médecins, une légère minorité de femmes, soit 48,35%, 86% pour le personnel infirmier¹⁴ ou encore 98% des travailleurs en titres services). Il faut noter aussi que les femmes soignent les femmes aussi bien que les hommes, phénomène assez récent depuis la sécularisation des sociétés, puisque pendant une période longue de l'histoire des sociétés occidentales, dès lors que ce sont les institutions religieuses qui administrent des soins, les hommes soignent les hommes et les femmes soignent les femmes¹⁵.

Et du côté du travail domestique ? Toutes les statistiques font mentir l'idée de l'égalité-déjà-là, comme le dit la sociologue Christine Delphy. En effet, bon an, mal an, les hommes en couple hétérosexuels continuent de ne pas effectuer leur part, sans que l'irruption de la figure des « nouveaux pères » ait modifié quoi que ce soit¹⁶. En Belgique, on semble même connaître une régression d'après l'Index européen de l'égalité de genre¹⁷. Ainsi, selon l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH), les femmes effectuent plus de deux tiers des tâches ménagères, l'inégalité la plus grande résidant dans la prise en charge de la lessive et du repassage, les hommes n'assurant que 10% de ces tâches spécifiques, et dans la tranche d'âge des 25-39 ans, *« les mères qui ont de jeunes enfants consacrent en moyenne 16 heures et 6 minutes par semaine aux soins et à l'éducation des enfants. Les pères passent quant à eux 8 heures et 34 minutes de leur temps hebdomadaire à effectuer ces tâches »*¹⁸. Selon l'enquête annuelle de la Ligue des Familles, 8 parents sur 10 éprouvent des difficultés à concilier la vie de famille et la vie professionnelle, et si on dit parents, on sait presque toujours que ce sont les mères¹⁹.

Ces activités domestiques n'ont pendant longtemps pas été pensées comme un travail et même pas pensées du tout, tant elles semblaient relever d'un ordre dit naturel (il y a ce que les femmes font et ce que les hommes font, sans plus de questionnement) attribué à chacun des sexes en fonction de croyances coulées en différents paramètres plus ou moins objectivables : les muscles des hommes faits pour la guerre et le grand air, la capacité des femmes à « juste » produire des enfants, à prendre soin et à réaliser des choses dites « petites », scindant ainsi l'ordre du monde. Et on observe un creux d'activité professionnelle des femmes après la Seconde Guerre mondiale, lors du boom de naissance qui accompagne la reconstruction, ce n'est plus le cas aujourd'hui : les femmes travaillent en étant mères, dans les maisons et en dehors, tandis que les hommes en étant pères, continuent de travailler dehors... mais pas dedans, comme nous venons de le signaler²⁰.

Les féministes ne l'ont pas vu de cet œil et l'ont fait savoir : elles ont cherché à dénaturiser cet ordre des choses, présenté comme immuable, et surtout à détrôner l'image d'Épinal de la femme heureuse de repriser, confortablement, les chaussettes de son mari. Car en effet, il semble que cet idéal ne le soit pas tant que cela. François de Singly suppose ainsi que les femmes ont gagné, grâce à un individualisme – certes toujours plus promu dans nos sociétés désinstitutionnalisées – positif, la capacité de se réaliser dans différentes dimensions d'elles-mêmes ; les hommes, étant restés, dans le même temps, davantage unidimensionnels²¹.

Les approches de la question du travail des femmes

L'approche du travail ménager à valoriser, autrement dit la reconnaissance, ou la critique de l'État

Ce travail dit « reproductif » a également été objet d'une visibilisation et même d'une valorisation dans le cadre du *care* et de la domesticité, notamment par des femmes comme Silvia Federici²² (dont la traduction tardive des travaux a remis à l'ordre du jour des imaginations politiques telles que la rémunération du travail domestique). Cette penseuse participe au mouvement *Wages for Housework*, en français salaire pour les travaux ménagers, dans les années 1970. Pour elle, les femmes sont au cœur d'une double exploitation : une oppression matérielle et économique d'une part, et une oppression genrée d'autre part, sur

lesquelles repose le système capitaliste dans son entièreté. Cette idée se retrouve également au Parti communiste français (PCF), et plus généralement à l'extrême-gauche. Voici les termes de la question selon Silvia Federici :

« L'analyse féministe nous a permis de montrer que, dans une société capitaliste, le travail reproductif a un double caractère. Il reproduit notre vie à travers la procréation, l'éducation des enfants, le travail sexuel, ainsi que la cuisine, le ménage, le réconfort apporté aux proches, etc. Mais il la reproduit d'une manière et avec une finalité particulière, au moyen d'activités qui, vues dans leur ensemble, apparaissent clairement subsumées à l'organisation capitaliste du travail. Les véritables bénéficiaires ne sont pas nos familles, mais les capitalistes qui ont économisé des milliards de dollars grâce au travail non rémunéré effectué par des générations de femmes. De nombreuses femmes refusent maintenant d'effectuer tout ou partie de ce travail toujours fondamental dans l'organisation capitaliste de la société. [...] Il est important de penser à cette réalité en organisant une grève du travail reproductif parce que certaines des femmes que vous contacterez pourront vous dire que vous êtes folles, qu'elles ne peuvent pas faire grève, par exemple, contre leurs enfants, ou contre leur famille. Nous devons donc souligner que les véritables bénéficiaires de notre travail reproductif sont les personnes qui nous emploient et qu'elles nous doivent beaucoup d'argent. À Bruxelles, un collectif féministe mobilisé sur la question de la dette, a décidé d'interroger des femmes, dans la rue et dans les quartiers, sur la quantité de travail non rémunéré qu'elles réalisent. L'idée est d'adresser la facture de ce travail non rémunéré au gouvernement pour montrer que, loin d'être débitrices, les femmes sont créancières et que le gouvernement et les entreprises leur doivent des montants colossaux. En effet, qui doit quoi à qui ? Il est important de le répéter. La réponse est très différente si l'on considère que tout le travail non rémunéré réalisé par des générations de femmes a permis à l'ensemble de la classe capitaliste d'accumuler du capital, cachant idéologiquement le véritable caractère de ces activités et leur contribution au marché du travail.²³ »

Pour les tenantes de cette pensée, la valorisation de ce travail permet de faire comprendre à l'État ce qu'il économise du fait de ce travail gratuit. De plus, ce travail reproductif assure la production d'enfants comme futurs travailleurs et main d'œuvre à destination des capitalistes qui obtiendraient cette main-d'œuvre disponible sans contrepartie, gratuitement produit par les femmes. Comment ces autrices et militantes définissent-elles ce « travail reproductif » ? Il

reprend à la fois le travail domestique et ménager, effectué par les femmes socialement mais dans cette approche du travail gratuit se trouvent aussi incluses des fonctions physiologiques telles que la sexualité, la grossesse et l'accouchement, mais aussi l'investissement relationnel des femmes dans la famille. Ces autrices font d'ailleurs appel à la grève du travail reproductif par les femmes.

Ces éléments font l'objet de nombreux débats même si un consensus existe chez les penseuses féministes qui réfutent la différenciation entre travail productif et reproductif, tout en pointant parfois les réductions chez les unes et chez les autres, comme le montre Héléna Hirata²⁴.

Il faut compléter l'approche de Federici et de ses consœurs en mentionnant les éléments en présence, comme le contextualise Notamment par Christine Delphy, dont nous analyserons ensuite plus longuement la critique : *« selon leur analyse, le travail ménager des femmes permettrait à l'État de faire des économies en matière d'équipements collectifs et au patronat de payer moins cher ses salarié-e-s (femmes et hommes). Si les femmes n'étaient pas seules responsables de ce travail, disent-elles, il faudrait prévoir une baisse massive du temps de travail pour l'ensemble de la population – manque à gagner pour le capitalisme – et le développement significatif des équipements sociaux – dépense pour l'État et les patrons »*²⁵. Dans cette logique, les femmes devraient donc être payées par l'Etat pour assurer les tâches domestiques.

Une première critique de ces arguments peut résider dans leur dimension historique : en effet, le capitalisme est apparu de manière bien postérieure à la domination masculine, qui n'a pas eu besoin de celui-ci pour émerger et organiser la division sexuelle du travail. Les femmes, dit Christelle Taraud, *« sont la première colonie des hommes, le premier objet d'échange, la première incarnation de leurs régimes de force aussi. Les discriminations sociétales qui découlent de cet état de fait procèdent ensuite par arborescence, donnant naissance à de nouvelles inégalités de classe et de race »*²⁶. D'autres anthropologues, préhistoriens, archéologues ou économistes²⁷ ont par ailleurs retracé l'histoire de la domination masculine et en démontrent l'ancrage bien antérieur à celui du capitalisme, même si des formes de proto-capitalisme apparaissent bien avant celui que nous connaissons aujourd'hui, et font l'objet de débats sur leur datation²⁸.

Une autre pourrait résider dans l'idée même que tout ce que font les femmes est une forme de travail : affection, amour, relations, constitueraient un « travail » – gratuit – dès lors que les hommes investissent moins ces champs relationnels. Ce « travail » devrait-il être payé ? Finalement, les femmes en seraient-elles à vendre leurs relations d'amitié, d'amour conjugal et filial, sexuelles et leurs productions physiologiques tels que les enfants, le lait maternel ou les ovocytes²⁹ ? Et dans une stricte politique d'égalité, devrait-on exiger des hommes qu'ils vendent les leurs, nous réduisant à des produits échangeables sur le marché ?

Des penseurs marxistes, comme David Rey, réfutent également cette approche du salaire pour les tâches domestiques en la considérant comme réactionnaire, en lisant Marx dans le texte : *« Du point de vue des lois du capitalisme, il n'y a pas d'injustice économique à ne pas payer directement la femme au foyer pour le travail qu'elle accomplit dans la maison. Le salaire qui lui est supposé dû – c'est-à-dire son moyen de subsistance nécessaire – est déjà inclus dans le salaire ou les salaires d'un ou plusieurs membres de la cellule familiale travaillant en dehors du foyer (ndlr, celui du mari). Ce que nous avons là ne s'agit pas d'une injustice de l'exploitation capitaliste, mais plutôt d'une situation d'oppression et d'esclavage domestique dans le cadre du mode de production capitaliste où la femme au foyer est condamnée à jouer le rôle de servante pour son mari et ses enfants, et à dépendre complètement du premier pour sa subsistance. Pour cette raison, les revendications de cette section du mouvement féministe pour un salaire pour les femmes au foyer est une utopie qui ne peut être réalisée »*. De plus, *« La rémunération du "travail reproductif" des femmes au foyer, c'est-à-dire de l'esclavage domestique, en plus de maintenir le niveau de vie de la famille ouvrière au même niveau, et par conséquent le niveau de liberté de la femme au foyer au même niveau qu'auparavant, ne servirait qu'à perpétuer l'idée de la femme au foyer comme la bête de somme qui porte sur son dos toute la pression sociale exercée sur les foyers de la classe ouvrière (y compris les violences psychologiques et physiques). Cela l'éloignerait de la vie sociale, emprisonnée dans les quatre murs de sa maison, engourdie par des corvées qui mutilent son corps et émoussent son esprit. Cela rend la femme de ménage plus facile à manipuler par les idées dominantes qui encouragent une attitude conservatrice à l'égard de l'activisme politique et syndical de son mari et de ses enfants, et ainsi de suite »*³⁰. Et c'est un homme qui le dit.

Enfin, ne pourrait-on pas penser que ces constructions discursives sur la rémunération du travail domestique ne constituent pas un leurre pour les femmes, qui pourraient penser qu'en dévoilant

leur travail gratuit, leur générosité et leur gentillesse, les hommes les reconnaîtraient à leur juste valeur ?

Cette approche de Federici et autres a également fait l'objet, d'emblée, de réfutations, notamment de la part des féministes françaises mais aussi d'une partie des féministes belges.

Approche par la critique féministe du patriarcat

On peut notamment explorer d'autres arguments avancés par des féministes privilégiant une vue plus méta et diachronique sur le travail domestique et professionnel. C'est le cas de Christine Delphy, qui s'attaque directement à l'approche précédente. Que dit-elle, en substance, dans un article³¹ consacré au détricotage de cette approche ? Nous nous permettons ici un développement un peu long mais nécessaire en partant du propos de cette penseuse fondamentale du féminisme matérialiste.

L'autrice rappelle tout d'abord que la proposition de versement d'un salaire par l'État n'a pas eu de retentissement réel (en France, son pays), que les féministes l'ont rejeté, estimant que cette mesure ou apparentée (telle que l'allocation parentale d'éducation) enlève du marché du travail des femmes qui s'y trouvent alors que le politique le remet périodiquement sur le devant de la scène. Elle recontextualise le travail ménager comme un problème neuf, qui n'était pas perçu comme une question rhétorique ou politique jusque dans les années 1970. Le travail ménager n'était pas perçu comme un travail ou un loisir, « *ces catégories, créées pour les travailleurs – les hommes – ne s'appliquaient tout simplement pas. Et quand la question du travail des femmes « à l'extérieur » était posée, c'était en termes d'alternatives : comme si les femmes travaillaient soit à la maison soit « dehors » ; comme si, dès qu'elles travaillaient « dehors », leur travail de maison s'évaporait comme par enchantement* ». Les tâches ménagères seraient en quelque sorte *facultatives*. Évidemment, rappelle-t-elle, le débat était posé en termes de choix, pour les femmes, mais jamais proposé aux hommes. C'est avec la renaissance du féminisme, fin 1960, début 1970, que les féministes affirment que ce travail ménager, ou domestique, a bien un caractère de travail continue l'autrice. Cela fait l'objet, aujourd'hui, d'un consensus relatif, mais il faut constater l'inscription ferme et définitive des femmes sur le marché du travail et que la norme est passée de l'idéal de la femme au foyer à celle de la femme qui travaille.

Delphy rappelle que les féministes dénoncent ce qu'elles nomment la double journée des femmes à l'emploi. Le constat est sans appel : lorsque l'on compare le nombre d'heures de tâches ménagères effectuées par les femmes et les hommes, *« on constate que la cohabitation hétérosexuelle signifie un surcroît de travail pour les femmes, et au contraire un allègement de travail pour les hommes »*, et ce y compris dans les couples sans enfant. C'est une précision d'importance : ce ne sont donc pas uniquement les enfants qui entraînent cette surcharge de travail. La question se pose alors : comment égaliser le temps de travail ménager des femmes et des hommes et donc faire advenir l'égalité dans le couple hétérosexuel ?

De cette question, Delphy propose ces analyses : sachant que plus il y a de tâches à réaliser, moins les hommes le font en proportion, il faut tenter de comprendre pourquoi les femmes continuent d'en effectuer la grande majorité, alors même qu'elles exercent une activité rémunérée et que l'égalité est donc presque opérationnelle sur ce dernier plan. C'est là que l'autrice s'attaque à la position chère à Federici, au PCF et à leurs consœurs, où les féministes *« défendent le point de vue selon lequel le travail ménager est utile, voire nécessaire au capitalisme. Selon leur analyse, le travail ménager des femmes permettrait à l'État de faire des économies en matière d'équipements collectifs et patronat de payer moins cher ses salarié-e-s (femmes et hommes). Si les femmes n'étaient pas seules responsables de ce travail, disent-elles, il faudrait prévoir une baisse massive du temps de travail pour l'ensemble de la population – manque à gagner pour le capitalisme – et le développement significatif des équipements sociaux – dépense pour l'État et les patrons »*. Un raisonnement dont l'autrice dit qu'il ne semble pas trouver curieux, car familier. Delphy développe en écrivant que cette affirmation présuppose que tous les travailleurs ont une femme. Or tous les travailleurs-hommes n'ont pas de femme et les travailleuses-femmes n'ont pas de femme : *« Si l'on suit l'analyse dite marxiste, on devrait constater qu'effectivement, le patronat “compense” leur manque à avoir une femme en les payant plus. Or on ne constate pas un tel sur-paiement de ces populations salariées »*.

Il faut également attaquer l'affirmation répandue selon laquelle les hommes n'ont pas le temps de faire les tâches ménagères (nous reviendrons par la suite sur cette approche du problème avec une autre autrice), ce qui revient à nouveau à ignorer *« que presque la moitié des “travailleurs” est constitué de femmes sans femmes. Donc la moitié de la force de travail doit*

entretenir elle-même, et sur son “temps libre”, sa propre force de travail. De surcroît, la plupart des travailleurs-femmes sont mariées, mais à des hommes et, en sus de leur force de travail propre, doivent entretenir la force de travail de leur conjoint. Elles trouvent le temps de le faire, même quand leurs heures de travail salarié sont les mêmes que celles des hommes, en particulier de leur mari. Quel est ce mystère ? Comment peuvent-elles trouver un temps que, selon la théorie du capitalisme-bénéficiaire, elles sont censées, en tant que travailleurs, ne pas avoir ? ». Il est également un second mystère : « les travailleurs-hommes célibataires, sans trouver autant de temps que les travailleurs-femmes, en trouvent cependant plus que les travailleurs-hommes mariés ».

Delphy poursuit sa déclinaison comme suit : il existe donc deux sources de variations, à savoir le sexe (puisque les femmes célibataires font plus de ménage que mes hommes en même situation) et le mariage (ou le croisement des deux, à savoir la mise en couple hétérosexuel) : *« dès que deux personnes de sexe différent se mettent en couple, la quantité de travail ménager fait par l’homme diminue tandis que la quantité de travail ménager fait par la femme augmente. [...] La femme perd à peu près exactement ce que l’homme gagne, dès la mise en ménage et avant l’arrivée d’enfants ».* Et de poursuivre : *« l’examen des budgets-temps met en pièces l’analyse “marxiste” selon laquelle c’est le “manque de temps” qui empêcherait les hommes de contribuer à part égale avec leur compagne au travail ménager : bien au contraire, c’est dès qu’ils ont une compagne qu’ils “ne trouvent plus le temps” et se déchargent de leur propre entretien sur elle ».*

En effet, tout comme les enfants, les adultes également doivent satisfaire leurs besoins primaires et d’hygiène, et tout personne adulte – y compris en possession de ses pleines facultés – a donc besoin que ces tâches soient effectuées : *« soit elle le fait elle-même, quand elle est adulte, comme les femmes et les hommes célibataires ; soit quelqu’un d’autre le fait pour elle, totalement ou en partie, comme les femmes mariées le font pour leurs compagnons-hommes ».* En résumé, ce n’est pas parce que les hommes manquent de temps qu’ils ne font pas les tâches ménagères mais bien parce qu’ils ont une femme. Et s’ils n’en ont pas, *« cette population qui-n’a-pas-de-femme entretient elle-même sa propre force de travail ; les heures de travail qu’elle y consacre montrent qu’elle effectue elle-même une bonne partie des services qui lui sont nécessaires ; elle en achète aussi certains ; mais il n’est pas sûr qu’elle recoure plus que les hommes mariés aux “substituts marchands”, d’une part ; d’autre part, il est certain que ses*

employeurs ne la surpaient pas pour financer ces achats de substituts marchands aux services ménagers d'une épouse. On peut affirmer sans crainte que cette population, bien qu'elle n'ait pas de "femme", n'est pas pour autant plus coûteuse pour les patrons, et que la théorie selon laquelle le travail ménager bénéficie au capitalisme ne résiste pas à l'examen des faits ».

En fait, Delphy oppose et substitue à la théorie du « profit pour le capitalisme » celle du « profit pour la classe des hommes » : *« le travail ménager n'est pas une somme disparate de relations individuelles mais l'effet d'un mode de production, le mode de production patriarcal ou domestique »*, qu'elle définit comme *« l'extorsion, par le chef de famille, du travail gratuit des membres de sa famille. C'est ce travail gratuit réalisé dans le cadre social – et non géographique – de la maison que j'appelle le travail domestique. Ce mode s'applique à n'importe quelle production. La production peut consister en biens et services vendus par le chef de famille, comme c'est le cas des agriculteurs qui vendent le produit du travail agricole de leur femme, des garagistes et autres artisans, des médecins et autres professions libérales, qui vendent le produit du travail de comptabilité, de secrétariat ou d'accueil de leur femme. Cette production peut aussi consister en travail pour la consommation immédiate du ménage : le travail ménager. L'ensemble du travail domestique est gratuit, qu'il soit vendu – le travail paraprofessionnel des épouses de "travailleurs indépendants (sic)" – ou consommé dans la famille – le travail ménager stricto sensu. Ce mode de production était il y a cinquante ans encore légalement codifiés : la force de travail des femmes appartenait juridiquement à leur mari. Ce n'est plus le cas. Mais cette appropriation légale était aussi soutenue par les faibles possibilités d'emploi payé pour les femmes, car l'impossibilité pour une femme de subvenir à ses besoins peut être légale – interdiction du mari – ou de fait – absence d'emplois ouverts aux femmes »*³². Faibles, ou plus faibles possibilités d'emploi, et surtout dans de moins bonnes conditions (salaires moindres, temps d'occupation flexibilisés ou insuffisants, etc.).

Enfin, et c'est fondamental, l'autrice précise que dans la théorie du mode de production domestique, *« toute "tâche ménagère" n'est pas nécessairement du travail domestique : ainsi le travail ménager des hommes ou des femmes célibataires, ou d'ailleurs des hommes mariés quand elles et ils lavent leur linge ou font leur cuisine, le travail fait pour soi, n'est pas du travail gratuit. En effet, dans la mesure justement où il est fait pour soi, il trouve une compensation immédiate. Par exemple, se raser n'est pas du travail gratuit – exploité – puisque la personne qui effectue ce travail est récompensée par le fait de*

se trouver rasée. Le travail qu'on fait pour soi n'est pas payé, mais il est rémunéré en nature. Dans le cadre conceptuel du mode de production domestique, parler de « partage des tâches » en ce qui concerne le travail ménager est donc inexact : en effet, seul le travail gratuit, c'est-à-dire le travail fait gratuitement pour quelqu'un d'autre est à proprement parler du travail domestique. Le travail gratuit est l'exploitation économique la plus radicale. On ne peut souhaiter répartir équitablement une exploitation. La seule chose que l'on puisse souhaiter, c'est faire en sorte que personne ne travaille gratuitement pour quelqu'un d'autre. Donc, si on entend « travail domestique » dans le cadre conceptuel du mode de production domestique, ce n'est pas son partage que l'on doit viser, mais son abolition. » Et lorsque Delphy, parle de ne pas travailler gratuitement pour quelqu'un d'autre, il s'agit bien de ne pas travailler pour une autre personne valide et autonome.

En fait, à l'aide d'un développement implacable, Delphy déconstruit la proposition précédente et montre que ce n'est pas à l'État (et donc l'ensemble des contribuables, travailleurs-hommes et travailleuses-femme) de payer les tâches domestiques effectuées par les femmes en tant que classe mais bien ceux qui en profitent : les hommes. Finalement, les femmes ne lavent pas les chaussettes de l'État, mais bien celles de leurs messieurs.

Hedwige Peemans-Poullet³³ s'attaque également, d'une autre façon, à l'idée selon laquelle l'allègement des heures de travail rémunéré serait un gage de participation des hommes aux tâches domestiques, et à la fameuse indisponibilité des hommes pour faire le travail domestique parce que « ils n'auraient pas le temps ». Elle retourne le propos : en fait, les femmes ne font pas de double journée, une affirmation si communément admise depuis les années 1970. La réalité, avance-t-elle, ce sont *les femmes* qui travaillent à *temps plein* et les *hommes* qui travaillent à *temps partiel*. Car une journée de travail à temps plein compte une partie de travail professionnel rémunéré et une partie de travail domestique gratuit, qui sont les deux parts de travail à effectuer par tout humain autonome, pour lui-même comme pour ses vulnérables, enfants, aînés, handicapés... C'est presque mathématique : le travail professionnel rémunéré additionné au travail non professionnel non rémunéré donne une journée de travail normal. Cette journée, c'est celle que font les femmes, en fait seules véritables autonomes, alors que les hommes ne font pas leur partie du travail domestique. Ces derniers l'envisagent un peu comme le faisait le socialiste Joseph Wauters³⁴ au 19^e siècle : une journée comporte 8 heures de travail, 8 heures de loisirs et 8 heures de repos. Ce temps de « loisir » est alors libre, et les travailleurs

peuvent l'utiliser pour travailler professionnellement de manière plus ample et à se faire payer durant celle-ci. Les hommes font donc plus de travail payé que les femmes et moins de travail gratuit.

Il faut donc mettre les hommes au travail domestique, ce qui constitue une vraie gageure et peut être une impossibilité, comme le montrent les enquêtes budget-temps auprès des couples dans lesquels l'homme est au chômage et la femme au travail. Muriel Letrait montre par exemple ceci : *« par rapport aux actifs occupés, les chances de consacrer du temps à la cuisine, au ménage ou à l'entretien des vêtements sont certes plus que doublées pour les chômeurs [...] Les chômeurs avec enfants ont également une probabilité de s'en occuper presque doublée. Les hommes, quand ils sont au chômage, sont donc plus nombreux à effectuer des tâches ménagères et s'occupent plus souvent de leurs enfants. L'ampleur de ce phénomène reste néanmoins assez limitée puisque près de 40% des chômeurs n'ont pris en charge aucune tâche ménagère et un chômeur sur deux ayant des enfants de moins de quinze ans n'a pas déclaré leur avoir consacré du temps au cours de la journée de référence [...] Les variations constatées par rapport aux hommes actifs occupés suggèrent donc seulement un léger élargissement des activités des hommes vers des tâches plus traditionnellement féminines »*³⁵. Nous voyons donc que les femmes, toutes, au travail professionnel ou pas, font les tâches domestiques, et que les hommes, au travail professionnel ou pas, soit ne les font pas, soit les font moins.

Dès lors, selon Peemans-Poullet, il ne s'agit pas de faire en sorte que les femmes soient payées pour. En effet toutes les femmes, qu'elles fassent une activité professionnelle ou pas, effectuent ce travail gratuit, donc toutes les femmes devraient être payées. Il ne s'agit pas de payer les femmes dans une politique compensatoire pour leur « travail » mais bien de faire en sorte que les hommes fassent leur part de travail gratuit à part égale, comme les grands garçons majeurs qu'ils sont.

Les arguments du travail gratuit à valoriser sont donc caduques. Nous pouvons, pour autant, proposer des pistes de résolution de ces problèmes dits « de femmes ».

Au terme de cette discussion, que savons-nous et que proposer ?

Nous savons que les femmes réalisent un travail écrasant, une journée normale, alors que les hommes ne le font pas même quand ils le peuvent.

Nous savons également qu'une grande partie de la population souffre de ne pas avoir accès à l'emploi, qui reste un lieu de socialisation et d'émancipation intellectuelle et financière – dont les conditions d'exercice sont aujourd'hui à revoir entièrement pour contrer la flexibilité à outrance, la reprise par le privé de secteurs qui ne devraient pas s'y trouver et bien d'autres choses.

Et nous savons aussi que, pour réaliser ces tâches de *care*, seule une partie de la population recourt aux services qui connaissent, par autorisation et/ou encouragement politiques, un développement exponentiel dans le secteur privé³⁶ : médecins, prises en charge des jeunes et des âgées et aînés, des personnes handicapées et handicapées, prise en charge des tâches domestique au lieu du domicile, etc.

Enfin, nous savons que payer les femmes pour effectuer ces tâches de manière non-professionnelle, parce qu'elles sont les femmes d'un homme, constituent des politiques conservatrices qui ne concourent pas à leur autonomie dans nos sociétés contemporaines. Les femmes ne peuvent pas être payées par l'État pour ces tâches, sinon toutes les femmes devraient être payées (ou alors, les femmes devraient être payées par leur homme lorsqu'elles font ces services pour eux, *individuellement*.) Payer les femmes pour le travail domestique ne constitue donc pas une option, ni sur un plan sociologique en matière d'égalité, ni sur un plan de politiques concrètes. Rappelons que ces projets politiques font partie de bien des programmes politiques de confinement des femmes dans les familles, notamment à l'extrême-droite, en constituant des désincitants des femmes à travailler³⁷.

Nous savons aussi que les besoins sociaux en matière de prise en charge professionnelles des vulnérables sont criants et que les immenses nécessités de travail socialisé sont insuffisantes. Nous savons que nous avons besoin que ce travail soit à la fois pris en charge de manière égalitaire à la maison : la journée devient celle de 8 heures de travail professionnel, 8 heures de travail domestique et de détente à égaliser, 8 heures de sommeil.

Une fois posées toutes ces bases sociologiques et anthropologiques, il faut se pencher sur les politiques concrètes qui sont celles de l'aménagement social du temps mais aussi celle de la socialisation de la prise en charge des vulnérables. Il s'agit de penser des politiques de socialisation et donc de défamilialisation, c'est-à-dire le fait de ne pas faire reposer sur la famille, et donc les femmes, puisque les hommes ne le font pas, une série de responsabilités de prise en charge de soin et de domesticité qui devraient être assurées par l'État.

Politiques et modèles de socialisation

Comment, en prenant en compte tout ce qui vient d'être évoqué, pouvons-nous imaginer des politiques concrètes ? En Belgique, différents modèles ont plus ou moins été développés selon les époques et les législatures. Par ailleurs, certains secteurs de soins professionnels sont plus développés que chez nos voisins. Évoquons par exemple le désert absolu des prises en charge de personnes porteuses de handicap en France, ce qui amène leurs parents à tenter de placer leur enfant dans les structures belges – et quand on parle de « parents », rappelons que près de trois pères sur quatre disparaissent du paysage parental après la naissance d'un enfant handicapé. Il s'agit peut-être du meilleur exemple pour évoquer les effets sur les femmes de la prise en charge du travail de care qui repose presque exclusivement sur leurs épaules, signifiant aussi leur absolu appauvrissement individuel si elles ne parviennent pas à garder un emploi, faut-il mal payé.

Parmi ces modèles, on trouve, un modèle que l'on peut qualifier de familialiste qui offre des éléments compensatoires à toutes celles qui se retirent, souvent faute de solutions professionnelles suffisantes, du marché du travail ou y restent tout en jonglant avec de sérieuses difficultés pour s'occuper de personnes vulnérables. Cela comprend des propositions politiques telles que la création du statut d'aidant-proche, un statut qui permet de gagner une forme de protection sociale contre un certain nombre d'heures d'aide à un proche en état de vulnérabilité, avec un professionnel de soins référent.

Ces mesures politiques sont bien souvent adoptées en lieu et place de modèles de prise en charge socialisée. Or, on peut se demander si un professionnel n'est pas nécessaire pour s'occuper d'une personne vulnérable, là où certains soins demandent des années d'études pour être dits qualifiés ? Surtout : quelles conditions de vie pour ces personnes aidantes, en très grande

majorité des femmes, quand il n'y a ni vacances réelles, ni plafond d'horaire, ni un éventuel remplaçant. La mutuelle Partenamut fait apparaître dans une étude réalisée auprès de 10 000 enquêtées et enquêtés que les aidants proches sont plus sujets que d'autres aux maladies chroniques et à la dépression. Il faudrait même chercher à connaître les impacts de telles fonctions sur l'espérance de vie... En bref, les aidantes prennent soin des autres, mais qui prend soin des aidantes ?³⁸

Quelles autres solutions peut-on apporter à ces problématiques sociales de prise en charge des personnes qui ne peuvent assurer elles-mêmes leurs tâches domestiques et ménagères ? Elles sont diverses et non exhaustives.

En amont, elles peuvent résider tout d'abord dans un enseignement scolaire d'apprentissage pour toutes et tous des tâches domestiques et ménagères. La réintroduction des savoirs dits « de fille » disparus lors de la mise en place de la mixité scolaire dans les cursus n'est pas une lubie superficielle : aux côtés des cours de base d'électricité et de menuiserie, doivent impérativement être repris et mis en pratique ceux de cuisine (conserver, préparer, cuire, composer un repas équilibré, etc.), de couture (confectionner, reprendre, réparer, broder, tricoter), de nursing (changer un bébé, le nourrir, assurer ses besoins de bases physiques et psychiques), d'administration (écrire un courrier, régler des factures, rédiger une invitation) d'hygiène (laver et entretenir les personnes et les choses, à une époque où la santé publique a besoin que ces savoirs soient à nouveau connus). Et ce afin que les garçons ne puissent pas dire qu'ils ne savent pas faire ces tâches, ni pour eux, ni pour les autres, et que celles-ci ne soient plus des savoirs communs. Il faut rappeler que toutes ces tâches sont réalisées avec les mains et pas avec le sexe. Avec un peu de volonté politique, cette réforme est tout à fait envisageable, tout comme en dix ans l'on a pu interdire la consommation de tabac dans tous les lieux publics³⁹.

Une autre solution peut résider dans la prise en charge du travail domestique que les vulnérables ne peuvent faire pour eux-mêmes par l'État en créant suffisamment d'emplois publics accessibles sur qualifications, emplois professionnels et valorisés. Ce point est fondamental. Les féministes, qu'on ne prend souvent pas au sérieux dans cette matière de l'emploi qui serait paraît-il celle des hommes, ont imaginé des mesures concrètes à partir des tous ces constats et interrogations au sujet du travail domestique et du travail professionnel rémunéré. En Belgique, des associations comme Vie féminine, L'Université des Femmes, les Femmes prévoyantes

socialistes aujourd'hui Soralia, le Comité de liaison des femmes⁴⁰ et bien d'autres associations réfléchissant aux enjeux sociaux économiques. Le Conseil des femmes francophones de Belgique, mais aussi des plateformes dédiées telles que la Plateforme féministe socioéconomique⁴¹, ont émis des propositions pour une société de travailleurs et d'adultes autonomes, qui n'ont que peu été suivies, ou qui ont été suivies mais en étant dépolitisées et privées de leur caractère émancipateur⁴². L'expertise développée en matière de projections en matière d'emploi et de sécurité sociale est constituée depuis plus de quarante ans. L'objet de ce présent travail n'est pas d'en exposer une liste exhaustive, mais d'explorer quelques mesures concrètes pour une vie bonne pour toutes et tous, des plus vulnérables aux plus autonomes, pour les femmes comme pour les hommes.

Nous en proposerons deux, que nous développons ici : en matière de législation sociale, le crédit-temps féministe, et en matière de politique d'emploi, la recreation d'une manne d'emplois non pourvus et donc n'assurant pas une série de besoins plus haut décrits.

Le crédit-temps féministe

Le crédit-temps, qui constitue une forme d'interruption de carrière, est une mesure qui n'est pas inconnue par les travailleurs et travailleuses belges. Jusqu'à très récemment, il constituait une option très précieuse pour toute personne à l'emploi se trouvant en nécessité d'interrompre l'exécution de son travail pour s'occuper d'une tâche sans lien avec celui-ci. Beaucoup de femmes et d'hommes l'utilisaient pour s'occuper de proches vulnérables, pour alléger leur fin de carrière ou pour suivre un cursus. Il pouvait être pris sans motif, sous certaines conditions, et constituait un droit facultatif à utiliser individuellement par l'employé-e. En 1985, l'interruption de carrière était envisagée comme telle : « *L'interruption de carrière permet au travailleur ou à la travailleuse qui le souhaite de suspendre ou de réduire temporairement son activité professionnelle. Une protection contre le licenciement et, à l'issue de l'interruption de carrière, la reprise de l'emploi comme exercé auparavant sont garantis. Pendant l'interruption de carrière, le travailleur a en principe droit à une allocation d'interruption payée par l'Office national de l'Emploi. En outre, certains droits de sécurité sociale du travailleur en interruption de carrière sont protégés par un statut social.* » Elle est modifiée au 1^{er} janvier 2002 : « *Fin 2001, les partenaires sociaux ont en effet élaboré un nouveau système d'interruption de carrière ordinaire pour les travailleurs et les employeurs du secteur privé : la convention collective n°*

77bis du 19 décembre 2001 concernant le crédit-temps (CCT n°77bis). Via une adaptation de la loi de redressement du 22 janvier 1985, ce nouveau système a remplacé l'ancien régime d'interruption de carrière ordinaire. L'ancien système d'interruption de carrière est alors resté uniquement d'application pour les travailleurs et les employeurs du secteur public. » Cette mesure est pensée par le politique comme une meilleure combinaison entre la vie professionnelle et la vie familiale. Concrètement, cette CCT n°77bis « octroyait trois crédits de congé autonomes aux travailleurs : le droit au crédit-temps sous la forme d'une suspension complète des prestations de travail ou d'une réduction des prestations jusqu'à un mi-temps, pour un an avec la possibilité d'étendre à cinq ans maximum; le droit à une diminution de carrière d'1/5 pour maximum 5 ans ; les "emplois de fin de carrière" », cette dernière mesure constituant le droit pour les travailleurs de 50 ans et plus à bénéficier d'une diminution de carrière d'1/5^e ou encore d'une réduction des prestations jusqu'à un mi-temps et ce sans limitation de durée, avec la possibilité de rester dans le système jusqu'à l'âge de la pension.⁴³ À côté de cette formule existaient également des congés thématiques, indépendants de la formule du crédit-temps, à savoir le congé pour soins palliatifs, le congé parental et le congé pour assistance à personne malade⁴⁴. Ces mesures, facultatives donc, ont le mérite d'exister, mais sont prises en majorité par les femmes.

Le principe du crédit-temps féministe a été pensé en amont, et sous un autre angle, bien plus intéressant pour l'égalité entre les femmes et les hommes. En effet, Peemans-Poullet, déjà citée, rédige en 1984, à la demande de la Commission des Communautés européennes qui souhaitait préparer une Directive sur l'aménagement du temps de travail, une recherche sur cette thématique⁴⁵. Il s'agit de « proposer un aménagement égalitaire entre hommes et femmes, qui permettait cependant de répondre à des besoins individuels de temps libre qui étaient différenciés. [...] Ulérieurement, suite aux propositions syndicales de réduction généralisée et linéaire du temps de travail, et suite à l'allongement de la carrière professionnelle des femmes, Hedwige Peemans-Poullet représente l'idée de crédit de temps libre, comme un ARTT (Aménagement/Réduction du Temps de Travail) généralisé mais non linéaire permettant de répondre à des besoins différenciés de temps libre ».

Il faut bien saisir les subtilités de cette proposition, sans lesquelles elle perd ce caractère d'égalisation sociale et sexuelle chère à l'autrice. Celle-ci la préfère à la réduction du temps de travail linéaire, ou encore, à la semaine de travail de 36 heures, pensée par les militants

masculins. Elle la pense comme telle : « *Le crédit-temps, c'est l'octroi à chaque travailleur, homme ou femme, du droit d'utilisation d'un certain volume de temps libre au cours de sa carrière professionnelle. Le crédit-temps serait une forme généralisée mais non linéaire⁴⁶ de réduction du temps de travail. Il représente donc une alternative aux formules linéaires de RTT. Il permettrait aux travailleurs d'utiliser la réduction du temps de travail en fonction de leurs besoins individuels de temps libre* ». La mesure serait, telle que pensée à l'époque, au départ accessible dans les entreprises privées et de services publics comptant plus de 20 travailleurs et travailleuses employés en contrat à durée indéterminée.

La nature de ce droit consiste en « *une interruption temporaire, partielle ou complète, de l'application du contrat de travail* » et implique, « *qu'à la fin de l'interruption, le travailleur soit réintégré à son poste de travail antérieur (cas d'interruption complète) ou récupère la totalité de son emploi (interruption partielle)* ». Point fondamental : ce droit est obligatoire et doit donc être utilisé et ce, pour cette raison : « *cette obligation (à comparer avec le droit et l'obligation des congés payés) doit permettre d'éviter plusieurs des effets pervers notamment les pressions des employeurs. Il s'agit aussi d'éviter les effets discriminants.* » En effet, si le caractère obligatoire n'existait pas, il serait pris en majorité par les femmes, ce qui recomposerait une discrimination sexuée. Cette crainte est fondée, comme on le constate sur les autres congés facultatifs, pris en grande majorité par les femmes, comme le congé parental : en 2023, les femmes, en chiffres absolus étaient plus nombreuses (58.876) à prendre un congé parental que les hommes (32.203), même si le nombre de ces derniers à prendre ce droit a augmenté⁴⁷. Par ailleurs, les entreprises fortement féminisées verraient leur bon fonctionnement entravé.

L'autrice pense l'organisation temporelle de ce droit de manière flexible et précise : « *dans un premier temps, le crédit-temps devrait consister en l'octroi de deux années de temps libre (soit une réduction de 4,4% pour une carrière de 45 ans et une réduction de 4,8% pour une carrière de 41 ans). Actuellement, les avis divergent sur la durée totale du crédit-temps. Quant à l'étalement il n'est pas souhaitable selon nous qu'un crédit-temps de deux ans puisse être en une seule fois. En effet, pour le travailleur une telle interruption risque d'entraîner une déqualification ou une démotivation par rapport au travail et à l'évolution de l'entreprise. Pour l'employeur, il lui serait difficile d'être tenu à réintégrer le travailleur à son poste de travail antérieur. De plus, une longue interruption volontaire produirait des effets négatifs sur les*

relations avec les collègues de travail. Il paraît donc raisonnable de définir une norme maximale pour l'utilisation du CT. Celle-ci serait de deux fois une année, avec entre temps une reprise du travail pendant un an, au moins. Le CT pourrait être utilisé de manière plus fragmentée. On dresserait un tableau montrant l'intérêt des divers fractionnements possibles, par exemple : quatre fois six mois ; huit fois trois mois ; 24 fois un mois ; 524 fois un jour (soit 1 jour par semaine pendant près de 12 ans) ; 1048 fois 112 jour (soit 112 j/sem. pendant près de 24 ans) »⁴⁸.

Évidemment, ce droit obligatoire fait, dans la conception de l'autrice, l'objet d'un revenu de remplacement équivalent à sa rémunération perdue plafonnée à un certain montant (65-75 000 francs à l'époque, soit entre 1611-1859 euros actuels à taux constant). Ce remplacement le plus complet possible vise bien sûr à ce que l'organisation de la vie des travailleurs et travailleuses n'en soit pas perturbée. L'autrice pense à tout afin d'éviter des effets pervers pour les femmes : *« il convient cependant de fixer un plafond au remplacement. La fixation du niveau de ce plafond doit permettre à une grande proportion de travailleurs de bénéficier d'un revenu complet, et ce pendant la plus grande partie de la carrière. Il incitera ceux qui escomptent une progression salariale importante à prendre leur crédit-temps au début de leur carrière professionnelle, au moment où les charges familiales sont importantes ».*

Pour financer cette mesure, Peemans-Poullet propose de créer une branche de sécurité sociale dédiée. Elle avance que les ressources de financement sont disponibles, en remplacement d'autres mesures, dont certaines ont aujourd'hui disparu : l'interruption de carrière, le congé pour soins palliatifs, le congé parental, l'interruption de chômage, le congé éducation, toutes les mesures de stimulation du travail à temps partiel, les prépensions volontaires (en dehors des cas de fermeture ou de licenciement collectif). Au contraire, le crédit-temps ne pourrait se substituer à des droits acquis que sont l'incapacité primaire, l'invalidité, le congé de maternité, le congé d'adoption, le chômage, les congés payés, les congés pour des raisons impérieuses, les petits chômages, les maladies professionnelles, les accidents du travail, etc. Enfin, étant donné que le crédit-temps est couvert par un revenu de remplacement, le travailleur ou la travailleuse ne pourrait pas se consacrer à une activité lucrative pendant la durée de celui-ci.

Le crédit temps n'est pas prévu pour être pris de manière improvisée. Son utilisation doit se faire en concertation avec l'employeur mais aussi les autres travailleurs, au sein du Conseil

d'entreprise ou avec la délégation syndicale. Mais chaque période de crédit-temps doit faire l'objet d'un remplacement afin que ce droit ne constitue pas un coût supplémentaire pour l'employeur et que la charge de travail soit répartie sur les collègues. L'autrice propose deux formules de remplacement : « *La première : pour remplacer les travailleurs qui bénéficient de crédit-temps très fragmentés (1/2 jour/semaine, 1 jour/sem, etc...), on relèvera le temps de travail offert aux travailleurs qui sont occupés à temps partiel [application de la « priorité pour un emploi vacant » de la législation sur le travail à temps partiel* »⁴⁹).

Si la proposition émane de cette autrice et penseuse, elle est discutée au sein du Comité de liaison des femmes, qui marqua son accord en 1998 sur le principe du crédit-temps comme formule de réduction et d'aménagement du temps de travail ; sur le caractère obligatoire de son utilisation au cours d'une carrière, qui en fait donc une réduction généralisée ; sur sa nature du droit comme suspension temporaire, partielle ou complète, de l'application du contrat de travail, avec des revenus de remplacement, un maintien de tous les droits en sécurité sociale (le crédit temps fait l'objet d'une assimilation à des jours prestés) et la réintégration du poste à sa fin ; sur le fait que le montant du revenu de remplacement doit être suffisamment élevé pour que les revenus du ménage ne soient pas déséquilibrés par l'exercice du droit ; sur le fait d'inscrire le crédit-temps comme une branche de sécurité sociale ; sur le fait que le crédit-temps doit remplacer un certain nombre d'autres formules ; et enfin sur le fait que la décision d'exercer le droit doit appartenir au travailleur (en concertation avec les autres travailleurs) mais doit échapper aux éventuelles mesures de pression de l'employeur.

On voit que les femmes et les associations regroupées au sein du Comité de liaison des femmes ont atteint un consensus sur une formule positive pour les femmes et la justice sociale. Ce crédit-temps est différent étant donné son caractère *obligatoire* et sa conception de celui qui existait comme droit *facultatif* en Belgique jusqu'à très récemment. Bien sûr, l'une des critiques qui peut être portée sur cette proposition est que les hommes pourraient l'utiliser pour faire d'autres choses que de s'occuper des vulnérables. C'est évidemment ce qui risque d'arriver, mais a minima cela placerait les femmes et les hommes, et surtout les pères et les mères, dans une égalité sociale vis-à-vis des employeurs. On devrait ainsi voir disparaître le déséquilibre existant parmi les allocataires des congés parentaux, crédit-temps et interruption de carrière, qui sont pris par 67 % des femmes et par 38 % des hommes⁵⁰.

Le crédit-temps tel qu'il a été concocté par les décideurs politique avait le mérite d'exister et de constituer une porte de conciliation pour les femmes, socialement en charge du problème. Or elle a fait l'objet de rognages toujours plus importants lors de la confection des budgets 2023-24, dans une perspective néo-libérale de réduction des droits des travailleurs et travailleuses, notamment par la limitation de sa durée et sa quasi-suppression par le gouvernement De Croo sous prétexte d'un besoin d'économie. Les associations féministes n'ont pas manqué de critiquer cette coupure, comme Vie féminine qui s'exprima en ce sens dans une carte blanche : *« qu'en est-il des parents, et plus particulièrement des femmes, qui depuis trop longtemps galèrent à maintenir un équilibre entre vie privée et professionnelle ? Qu'en est-il de ces femmes qui superposent différents casquettes (mère, travailleuse, aidante, taxi, etc.) au détriment de leur santé physique et mentale, au détriment de leurs besoins, de leur carrière et de leur autonomie économique ? Ne sont-elles pas « lâchées » au seuil d'une précarité et d'un isolement croissants. Et à l'avenir, doivent-elles aussi s'inquiéter de voir disparaître d'autres droits ? Nous savons que le congé parental, lui aussi fait l'objet de réflexions visant à limiter ses indemnités »*. L'association estime que l'économie de 32 milliards visée par le gouvernement constitue une *« mesure qui impactera principalement et directement les femmes : des “économies” sur leur dos, au détriment de la conciliation vie privée et vie professionnelle et de la prise en charge collective du soin aux autres ! »*⁵¹.

S'extraire de la prestation de travail sans perte de droits et de manière obligatoire, est, on le voit, une première piste brillante et socialement égalitaire.

La création d'emplois comme levier

Mais les féministes se sont aussi prononcées sur une autre mesure : il faut créer de l'emploi dans le secteur non-marchand et repenser les mesures d'équilibre entre les temporalités. Les associations féministes et les travailleuses ne se sont pas tourné les pouces en matière d'observations et de constitution d'expertises sur l'emploi ou sur les conditions de travail et les injustices sociales. L'emploi est pensé comme une responsabilité de personne bien portante, au service de la société dans les secteurs du *care*, du vivre bien, du vivre beau, du vivre ensemble, un *care* non pas presté en famille de manière informelle et donc privé mais bien un *care* professionnel et collectif, organisé par l'État, qui génère cotisations et assurances sociales.

Au-delà des propositions familialistes, les féministes ont imaginé un ensemble de mesures de défamilialisation qui permettent aux femmes de rester à l'emploi, aux sans-emploi d'y avoir accès et permet à l'ensemble de la société de prendre en charge les tâches qui nous occupent. L'emploi est alors pensé comme un service à la société et pas au grand capital. Loin de la fataliste phrase « il n'y a pas d'emploi », il faut constater que des pans entiers d'emplois ne sont plus fournis aujourd'hui, alors que ces secteurs en ont cruellement besoin. Ainsi, Peemans-Poullet, – encore elle – développe-t-elle, dès 1987, une argumentation sociale et économique prônant la création d'emploi par l'État dans un contexte où, entre autres exemples, le vieillissement de la population nécessite de plus en plus de mesures qui peuvent générer des créations d'emploi indispensable à la qualité de vie des citoyens et au soin social.

Elle propose de se concentrer sur des secteurs qui sont en sous-effectifs et pour lesquels les besoins sociaux sont criants.

L'assurance dépendance

Beaucoup de personnes âgées vivent seules, avec une famille qui peut être inexistante ou éloignée tant d'un point de vue émotionnel que géographique. D'autres sont proches de leur famille, leur charge revient alors à celle-ci, en temps de travail ou en argent. Une grande partie des personnes qui perdent en autonomie, à cause du vieillissement, développement de maladies chroniques et se trouvent en incapacité partielle ou totale d'assurer les nécessités du quotidien et leurs propres soins corporels. Différents types d'aides, partiels ou combinés sont nécessaires en termes d'intervention auprès de ces profils : services d'aide ménagères pour soutenir les tâches domestiques, soins infirmiers pour assurer les soins personnels, infirmiers et infirmières, kinésithérapeutes, etc. pour les soins techniques, professionnels pour permettre le maintien d'une vie culturelle, aides pour assurer l'entretien ou l'amélioration du logement. Peemans-Poullet mentionne le cas de l'Allemagne, qui a instauré et socialisé cette assurance autonomie financée par un accroissement des cotisations sociales des travailleurs et des employeurs à hauteur initiale d'1% du salaire brut, créant 140 000 des emplois précités. Les prestations sont versées directement aux prestataires des services afin d'éviter les thésaurisations individuelles.

Un indispensable point d'attention sur le sujet qui nous occupe porte sur le fait d'« *assurer la corrélation visible de solidarité entre l'accroissement des transferts au bénéfice des personnes*

âgées dépendantes et un accroissement de l'emploi au bénéfice des jeunes demandeurs d'emploi. Il faudra donc éviter que des recettes provenant de la solidarité (cotisations sociales ou CSG (cotisation sociale généralisée ndlr) puissent être utilisées dans une consommations de services intrafamiliaux avec les risques que cette forme de privatisation (chantages affectifs, inégalité entre les sexe, effets de dépendance en chaîne", amateurisme des soins prodigués, voire maltraitements,...). »⁵². Rappelons que, les politiques ont privilégié cette orientation, avec la création en 2020 du secteur des aidants-proches, dont nous avons vu que le statut est à interroger fortement en termes sexués.

Les propositions de l'autrice visent bien les dépendances diverses occasionnées et nécessitées par la vieillesse, puisqu'il est évident que la partie médicale de la dépendance est déjà financées par l'assurance maladie.

Peemans-Poullet place cette assurance dépendance comme une branche nouvelle de la sécurité sociale, devant être orientée vers la création d'emplois créés dans les services non-marchands existants et financée soit par une cotisation spécifique soit par une cotisation sociale généralisée. Les services récupèrent le montant de la prestation auprès de la branche de sécurité. L'autrice évaluait à l'époque la création d'emplois entre 17 à 20 000 postes.

La petite enfance

Défini comme une « *solidarisation du travail d'une partie du travail familial* » et comme faisant partie des « *fondamentaux pour une société qui veut accroître son bien-être* », l'emploi dans la petite enfance permet de socialiser les enfants autant que de soulager les parents et surtout les mères, en proposant un accompagnement professionnel des plus petits. Le taux de couverture, c'est à dire de prise en charge des enfants de 0 à 3 ans est actuellement bien insuffisant, avec des disparités fortes selon les régions (par exemple, en Wallonie, en 2022, le taux de couverture est de 37 places pour 100 enfants)⁵³.

Mais Peemans-Poullet rappelle bien qu'à côté des garderies de jour, il est aussi besoin de garde à domicile d'enfant malades, qu'elle imagine comme « *une extension de services à partir du lieu où l'enfant se trouve gardé habituellement [...] ou grâce à un service d'aides familiales* », d'accueil en dehors des heures régulières de travail afin de pouvoir soutenir, entre autres, les

mères dans les professions de soins. Elle évoque également la proposition du mouvement Vie féminine, le CHAF, pour Crédit d'heures d'aide à la famille, consistant en l'octroi à la famille, pour chaque naissance d'un enfant, d'un bon de 100 heures d'aide familiales, utilisables au cours des cinq premières années de l'enfant, « *pour alléger le travail ménager, pour permettre à la mère de souffler un peu, pour garder le bébé à domicile à certains moments, bref pour permettre à la mère de pouvoir compter sur une aide qualifiée lorsque la nécessité s'en fait sentir* ». L'autrice évalue la création d'emploi à hauteur de 6000 postes dans le secteur.

« Humaniser » la ville

Pour redonner une tessiture plus humaine aux villes, Peemans-Poullet développe quatre possibilités génératrices d'emplois de gage de qualité de vie urbaine : 1. les concierges de quartier, au croisement de la mission d'éducateur de rue, d'assistant social et d'aide aux personnes âgées ou absentes. Elle aurait pour employeur la Commune et serait embauché sur décision d'associations des habitants du quartier, et pourrait loger dans un bâtiment servant aussi de lieu de réunion aux habitants. 2. l'emploi d'agents au service du déplacement et de la circulation en parallèle du développement des pistes cyclables, de l'aménagement des trottoirs pour tous et du déploiement des transports publics. 3. l'emploi d'agents au service de développement et de l'entretien des logements sociaux, impératifs dans une crise du logement qui ne fait que s'accroître. 4. enfin, l'emploi d'agents au service de l'environnement urbain afin de maintenir sécurité et écoute citoyenne, ainsi qu'une présence accompagnante dans les parkings et les parcs, et embellissement de la ville (plantation de fleurs, verdissement, nettoyage, etc). L'autrice envisage ces emplois avec pour finalité de « *diminuer le stress provoqué par la laideur et l'inhumanité agressive de notre environnement urbain quotidien améliorerait notre état de santé, permettrait de consommer moins de tranquillisants, favoriserait le développement d'activités socio-culturelles dans la soirée...* ». Là encore, nombre de personnes au chômage en capacité peuvent se voir proposer ces emplois.

La circulation dans les zones rurales

L'autrice invite à mettre en œuvre les fameux principes de « libre circulation européenne », alors que les gares et les transports publics en ruralité sont de plus en plus réduits. Or ce sont les gens les plus modestes qui les utilisent : ceux qui ne disposent pas de voiture personnelle. Alors

que les avions de luxe et les trains sont quant à eux financés par les pouvoirs publics. Or l'accès à un mode de transport peu onéreux est précisément celui qui permet d'avoir un emploi et donc des revenus. De ce fait, le politique participe, à une désertification sociale et culturelle des zones rurales, comme un processus cumulatif. L'autrice propose la création de moyens de transport publics divers, afin de correspondre aux différents besoins et âges de la vie : petits bus, taxis collectifs, coopératives de transports, circuit de ramassage et de reconduite ciblée en fonction d'activités, avec une attention ciblée sur les personnes âgées. La création de ces transports peut être source de nombreux emplois, à financer par les Régions, les intercommunales et les entreprises publiques.

L'alphabétisation des adultes

Peemans-Poullet évoque aussi l'illettrisme des adultes, dont les causes résident dans une scolarité défectueuse pour des raisons diverses (des problèmes familiaux ou de santé, etc.), dans le contexte d'une scolarisation où la lecture et l'écriture ne font plus partie des compétences mises en œuvre, dans un cadre de pauvreté et d'exclusion sociale et matérielle (logement insalubre, pas de domicile, etc...) ou encore pour les personnes immigrées n'ayant pas bénéficié d'une scolarité dans leur pays d'origine. Cet illettrisme empêche de nombreuses personnes d'accéder à l'emploi ou aux mondes de la culture, comme ceux de la littérature, de la presse ou même du cinéma dans le cas des films sous-titrés. Pour obtenir des résultats (sur du long terme avec les apprenants), 20 000 formateurs à plein temps pendant quatre ans pourraient remettre à flot les 400 000 personnes illettrées qui étaient alors comptabilisées en Fédération Wallonie Bruxelles. Les travailleurs illettrés pourraient bénéficier d'un congé éducation spécifique, et les demandeurs d'emploi y auraient accès dans des programmes spécifiques.

Peemans-Poullet fait également des propositions en matière d'emplois dans l'agriculture, le lien social les loisirs, ou encore pour la mise en valeur des capacités des chômeurs. L'on pourrait rajouter aussi l'encadrement des jeunes (scouts, extra-scolaires, etc.), l'enseignement (pour rappel, la Belgique est extrêmement mal placée dans les enquêtes Pisa relatives à la qualité de l'enseignement), la protection des mineurs, ou encore le réinvestissement de la justice.

Pour financer tout cela, des pistes sont proposées : déplacer des subsides, préférer l'impôt à la dette, transférer les gains de productivité et renoncer à subsidier la dissuasion de l'offre de

travail. Car des politiques d'emploi fortes signifient des cotisations sociales plus forte et donc une sécurité sociale plus forte. Et des politiques d'emploi étatiques fortes signifient également plus d'emploi par les femmes (qui constituent la majorité des agents de l'État) et pour les femmes (qui constituent une grande partie des bénéficiaires des services de prises en charge des vulnérables). Enfin, plus de services d'État signifient théoriquement un accès à tout un chacun car basé sur une participation proportionnelle aux revenus, au contraire des services privés.

Les propositions des penseuses, chercheuses féministes et les positions politiques des associations de terrain montrent que les femmes engagées pour les droits des femmes ont élaboré des mesures fortes pour l'emploi des femmes et au sujet de la douloureuse question de la conciliation. On le constate encore récemment : en juin 2019, des associations de femmes⁵⁴ proposent « 20 mesures incontournables »⁵⁵ pour les femmes, qu'elles adressent à l'attention des partis politiques francophones et des formateurs et formatrices de gouvernements, indépendamment de leur couleur politique. Elles y réaffirment leur engagement, rappellent leur expertise et demandent notamment de supprimer l'assimilation au congé de maternité de la liste des absences pour maladie dans les 6 semaines précédant l'accouchement ; d'allonger le congé maternité de 15 à 20 semaines minimum et un congé paternité de 2 semaines ; d'instaurer une assurance autonomie⁵⁶ qui prend en compte tous les besoins, dans leur diversité : aide à domicile, services de répit, soins de nuit, mobilité et participation à la société, centres de jour, etc. ; de mettre en place un Crédit d'heures d'aide aux familles (Chaf, que nous avons précédemment) ; de mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre des « Plans grande dépendance » wallon et bruxellois adoptés en 2014 pour développer des places dans des services diversifiés à destination des adultes handicapé·es de grande dépendance ; de créer des logements en suffisance, accessibles financièrement, de qualité, adaptés aux besoins tout au long de la vie, avec une attention particulière aux situations d'urgence et de précarité qui caractérisent de nombreux parcours de vie de femmes. Toutes ces mesures sont génératrices de bien-être et de santé sociales pour toutes et tous, tout en étant génératrices d'emploi.

Ces revendications jalonnent la vie des associations : en 2003, le CLF – Comité de liaison des femmes – critiquait le modèle de crédit-temps en vigueur ainsi que la diminution du temps de carrière et de réduction des prestations à mi-temps en rappelant que celles-ci sont discriminantes pour les femmes. Le CLF avait plaidé pour qu'au contraire, l'organisation du crédit-temps se fasse selon le modèle des congés payés, soit obligatoire sur base de la carrière et non de l'année

et soit financé à partir de cotisations à verser dans une caisse comme celle des vacances annuelles mais qui serait désignée comme caisse des vacances/carrière professionnelle.

Conclusion

Lors d'une sortie récente, un homme politique évoquait la nécessité de gérer la société « *comme des ingénieurs, pas comme des poètes* »⁵⁷. Mais en fait, bien plus que ces deux professions invitées bien malgré elles dans cette affaire, c'est bien plus en soignants et soignantes qu'il faudrait gérer notre société⁵⁸. Et en adultes responsables d'eux-mêmes. On voit que depuis l'apparition du féminisme des années 1970, les féministes et les chercheuses académiques qui s'en réclament et œuvrent dans le champ du travail ne sont pas à court d'idées : inventives, elles ont toujours callé le développement de modèles politiques sur les plus vulnérables comme devant être au centre de la structure sociale pour leur propre bien-être et celui de toutes et tous. Elles insistent aussi pour que les femmes n'en soient plus les seules responsables : il s'agit non pas d'une affaire privée, mais d'une affaire d'État. C'est pourtant bien autrement que les hommes – et certaines femmes – politiques décident de procéder. Pour quels résultats ? Anthropologiquement, cela ne fonctionne guère. Politiquement, non plus : même après une série de progrès, des obstacles peuvent surgir très vite et saper l'égalité et les besoins sociaux, sanitaires et vitaux de beaucoup d'humains qui sont en nécessité d'accompagnement. La tonalité politique actuelle semble en constituer un bon exemple l'opposé exact des réponses que nous avons ici développées, et qui promeuvent un véritable « autre monde » soutenant la vie « suffisamment bonne » des humaines et humains en Belgique comme de la terre entière. Il nous reste à nous retrousser les manches et à refuser ce qui est imposé.

Notes

¹ C. Akerman, *Jeanne Dieleman, 23 quai du Commerce, 1080 Bruxelles*, Paradise films, 1975.

² *Le Petit Livre Rouge des Femmes*, édité par les Éditions Vie Ouvrière, comptait 48 pages au format 21,5 × 27,5 cm. Il était vendu à l'époque 40 francs belges. À ce sujet, lire M. Denis et S. Van Rokeghem, *Le féminisme est dans la rue. Belgique 1970-75*, POL-HIS, 1992. Les deux citations suivantes sont issues du *Petits Livre Rouge des Femmes*, p. 2 et p. 10.

³ Pour exemplifier l'appréhension politique de ces questions, par une figure belge politique sensible aux droits des femmes, voir l'ouvrage R. Cockx, *Miet Smet, trois décennies de politique d'égalité des chances*, IEFH/Carhif, 2009.

⁴ Chiffres de Statbel en 2024 disponibles ici : <https://statbel.fgov.be/fr/themes/emploi-formation/marche-du-travail/le-travail-temps-partiel>.

⁵ Il s'agit de la demande d'organiseurs d'un événement consacré au sujet qui nous occupe dans cet article.

⁶ M. Godelier, *L'idéal et le matériel. Pensées, économies, sociétés*, Fayard, 1982 ; citée dans D. Kergoat, « Comprendre les rapports sociaux », *Raison présente*, n°178, 2011, p. 11. Idem, p. 13, pour la citation suivante.

⁷ S. Schweitzer, *Les Femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes, 19^e-20^e siècles*, Odile Jacob, 2002.

⁸ Voir, entre autres, M. Maruani (dir.), *Travail et genre dans le monde. L'état des savoirs*, La Découverte, 2013 et de la même autrice, *Travail et emploi des femmes*, La Découverte 2017.

⁹ Voir, entre autres, M. Segalen, *Mari et femme dans la société paysanne*, Flammarion, 1980 et de la même autrice, *Sociologie de la famille*, Armand Colin, 1981.

¹⁰ Chiffres de Statbel en 2019 disponibles ici : <https://statbel.fgov.be/fr/nouvelles/le-marche-du-travail-selon-le-genre>.

¹¹ Chiffres issus de *La participation des femmes au marché du travail*, Conseil supérieur de l'emploi, janvier 2023.

¹² Selon C. Darmangeat, le capitalisme aurait avantagé l'égalité entre les femmes et les hommes dans le travail, ce système social permettant de considérer toute force de travail comme interchangeable, peu importe le sexe. Voir C. Darmangeat, *Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était, Aux origines de l'oppression des femmes*, Smolny, 2022 [2009].

¹³ Toujours d'après Statbel, cf. note 9.

¹⁴ Chiffres de Statbel en 2020 disponibles ici : <https://statbel.fgov.be/fr/themes/datalab/personnel-des-soins-de-sante>.

¹⁵ Comme ce sera le cas bien plus tard pour l'institution scolaire, dans les professions de soins, la mixité n'a pas été pensée pour plus d'égalité.

¹⁶ E. Blogie « Les tâches ménagères, obstacle tenace à l'égalité », *Le Soir*, 26 février 2018.

¹⁷ Qu'on peut consulter ici : <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2017/domain/time/BE>.

¹⁸ H. Van Hove, *Femmes et hommes en Belgique – 3^{ème} édition*, chapitre 7 : emploi du temps, IEFH, 2020, p. 6 et p. 3.

¹⁹ Rédaction, « Répartition des tâches dans le ménage : “L'égalité hommes-femmes, on n'y est pas dans la famille” », RTBF/La Première, 3 décembre 2018.

²⁰ Pour une analyse fine, lire le travail de C. Brousse, « Travail professionnel, tâches domestiques, temps “libre” : quelques déterminants sociaux de la vie quotidienne », *Économie et Statistique*, n°478-479-480, 2015.

²¹ F. De Singly, *Libres ensemble. L'individualisme dans la vie commune*, Nathan, 2000.

²² Avec d'autres comme Selma James, Mariarosa Dalla Costa, etc.

²³ S. Federici, « Grève du travail reproductif et construction de communs reproductifs », *Contretemps*, avril 2021.

²⁴ H. Hirata, « Travail productif, travail de care », *Actuel Marx*, n°70, 2021, p. 62-76.

²⁵ C. Delphy, « Par où attaquer le “partage inégal” du “travail ménager” ? » *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 22, n°3, 2003, p. 47-71.

²⁶ Voir l'entretien réalisé par J. Dumoulin, « Christelle Taraud : “Les femmes sont la première colonie des hommes” », *Trois couleurs* septembre 2022.

²⁷ On peut lire les travaux de Françoise Héritier, Pascal Picq, Jean-Marc Pétillon et Christophe Darmangeat entre de nombreuses et nombreux autres.

²⁸ Q. Ravelli, « Le capitalisme a-t-il une date de naissance ? », *Tracées*, n°36, 2019, p. 29-57.

²⁹ Une critique de ces « dons » ou « travaux » résident dans nombreux travaux de l'Université des femmes relatifs à la vente de services sexuels ou à la production d'enfants sur commande pour transferts à d'autres éleveurs.

³⁰ D. Rey, « Le travail domestiques est-il un travail « non rémunéré » ? Une prémisse fautive aux conséquences réactionnaires », *Révolution communiste*, mars 2021, Lire l'entièreté de son développement intellectuel dans cet article, dans lequel, notamment, il recontextualise les notions de salaire, valeur d'échange et valeur usage, entre autres.

³¹ Delphy, Christine, « Par où attaquer... », *loc.cit.*, p 47-71. Toutes les citations et réflexions qui suivent sont issues du même article, p.48-54, jusqu'à mention contraire.

³² C'est l'auteur qui souligne, tout comme dans la citation suivante.

³³ Hedwige Peemans-Poullet est l'une des co-fondatrices de l'Université des Femmes. Docteure en histoire, elle est également une grande experte du travail des femmes et de la sécurité sociale.

³⁴ Physicien et chimiste, Joseph Wauters (1875-1929) fonde en 1895 une société de Secours mutuel et participe comme ministre du Parti ouvrier belge (POB) au gouvernement d'union nationale en 1918.

³⁵ M. Letrait, « L'utilisation par les chômeurs du temps libéré par l'absence d'emploi », *Économie et Statistique*, n°352-353, 2002.

³⁶ Un exemple flagrant de dévolution des professions de prise en charge des tâches domestiques au privé est celui de la création des titres-services, auquel réagiront des associations féministes dont Vie féminine. En 2006, elles s'y opposent radicalement, le dénonçant comme forme de mise à disposition de travailleuses subventionnées par l'État... au privé, alors que les aides familiales auraient pu être augmentées dans le cadre des communes, en apportant une aide bien plus globale aux bénéficiaires et en étant bien plus satisfaisante également pour les travailleuses.

³⁷ S. Janssen, *Femmes et extrême-droite*, Femmes Prévoyantes Socialistes, 2006.

³⁸ P. Borissov, « Les aidants proches plus sujets aux maladies chroniques et à la dépression », *Le Soir*, 20 juin 2024.

³⁹ Cet argument est régulièrement avancé par Françoise Claude, ancienne travailleuse aux Femmes Prévoyantes Socialistes.

⁴⁰ Le Comité de liaison des femmes (CLF, né en 1980) est composé de représentantes de groupements politiques et syndicaux de femmes et d'associations féminines en Communauté française. Il formule des recommandations, des revendications ou des propositions politiques pour promouvoir l'égalité des femmes et des hommes dans la vie professionnelle, politique, familiale, sociale etc. Il concentre surtout ses activités sur les discriminations qui touchent les femmes dans l'emploi et la sécurité sociale. En 1983, le CLF crée un Bureau des plaintes qui introduit des actions en justice contre les inégalités de traitement hommes/femmes notamment en matière de sécurité sociale (pensions, etc.). On peut en lire plus à ce sujet au Carhif, dans cette collection en particulier : <https://carhif.lescollections.be/Detail/objects/28072>. Il est aujourd'hui peu actif.

⁴¹ Née le 8 mars 2012, forte de vingt et une associations féministes, de femmes francophones et néerlandophones, cette plateforme tire la sonnette d'alarme sur les mesures d'économie du gouvernement et a demandé des chiffres révélant l'impact des mesures de crise sur les femmes. Elle exigeait que « le gouvernement s'engage à identifier l'impact des mesures socioéconomiques afin de vérifier s'il existe des disparités hommes/femmes » et souhaitait que « le gouvernement applique ses propres règles et organise un audit permettant d'estimer la contribution financière des femmes et des hommes à cette crise », en référence à la loi sur le mainstreaming du genre de 2007. Les organisations qui la composent ont dit alors rester « vigilantes quant à l'évolution des négociations qui concernent les mesures en matière de dégressivité du chômage, de crédit temps, d'allocations d'insertion, de réforme des pensions, de travail à temps partiel... ». On peut lire à ce sujet : <https://www.viefeminine.be/plate-forme-feministe-2368>.

⁴² Ces mesures font l'objet d'étude à paraître *Nous travaillons donc nous sommes. Féminisme, travail et sécurité sociale*, rédigée par Valérie Lootvoet (Université des femmes), Camille Wernaers (journaliste indépendante) et Yves Martens (CSCE – Collectif solidarité contre l'exclusion).

⁴³ Les citations précédentes proviennent du site du SPF Emploi, on peut y retrouver l'origine et le contexte du crédit-temps : <https://emploi.belgique.be/fr/themes/jours-feries-et-conges/credit-temps-cct-ndeg-103/origine-et-remise-en-contexte-du-credit>.

⁴⁴ Au sujet de ces différents types de congés, on peut également consulter le site du SPF Emploi qui en résume les différentes modalités.

⁴⁵ F. Filosof et H. Peemans-Poullet, « Le Crédit-temps pour réduire la durée du travail », *Journal du CSCE*, n°9, juillet/août 1998, p. 17. Les citations qui suivent en sont extraites, jusqu'à mention du contraire.

⁴⁶ Souligné par nous.

⁴⁷ Belga, « Le congé parental de plus en plus prisé par les hommes », *La Libre*, 28 avril 2023.

⁴⁸ F. Filosof et H. Peemans-Poullet, *loc.cit.*, p. 17-18. Idem pour les citations suivantes, jusqu'à mention du contraire.

⁴⁹ Cette disposition légale est toujours d'actualité et est peu utilisée. Elle mériterait plus de place dans les études féministes étant donné le nombre de femmes travaillant à temps partiel. « Le travailleur à temps partiel doit, à sa demande, obtenir par priorité un emploi à temps plein qui devient vacant ou un autre emploi vacant à temps partiel qui, presté seul ou à titre complémentaire, lui procure un régime de travail à temps partiel nouveau dont la durée de travail hebdomadaire est supérieure à celle du régime de travail à temps partiel dans lequel il travaillait auparavant ». À lire sur <https://www.securex.be/fr/lex4you/employeur/themes/duree-du-travail/travail-a-temps-partiel/le-travailleur-a-t-il-une-priorite-pour-l-obtention-d-un-emploi-vacant-a-temps-plein>.

⁵⁰ C. Wernaers, « Limitation du Crédit-temps : les femmes poussées hors du travail ? », 22 octobre 2022, *Les Grenades-RTBF*, disponible ici : <https://www.rtbf.be/article/limitation-du-credit-temps-les-femmes-poussees-hors-du-travail-11090852>. L'article relate entre autres le fait que la durée maximale du crédit-temps pour soin à un enfant a été réduite de 51 mois à 48 mois. Ces congés sont autorisés jusqu'à ce que l'enfant ait 5 ans et non plus 8 ans comme c'était le cas jusqu'alors.

⁵¹ Collectif, « Pas de soldes sur les congés familiaux », *Axelle Magazine*, n°248, septembre-octobre 2022.

⁵² H. Peemans-Poullet, *Créer des emplois, c'est possible...*, Alliance nationale des mutualités chrétiennes, 1996, p. 25. Sauf mentions contraires, les citations suivantes en sont également issues, p. 34-45.

⁵³ Chiffres de l'Iweps (Institut wallon d'évaluation, de prospective et de statistique), disponible ici : <https://www.iweps.be/indicateur-statistique/accueil-prescolaire-taux-de-couverture/>.

⁵⁴ Be Feminist, le Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve, le GAMS Belgique (Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles féminines), le MEFH (Mouvement pour l'égalité entre les femmes et les hommes), l'Université des femmes, La Voix des femmes, Jeanneke, Vie féminine et Le Monde selon les femmes.

⁵⁵ S. Panet, « Négociations gouvernementales : 20 mesures incontournables pour des organisations féministes de terrain », *Axelle Magazine*, n°220, juin 2019.

⁵⁶ Cette mesure résonne avec celle proposée par Hedwige Peemans-Poullet en... 1987.

⁵⁷ F. Chardon, « Georges-Louis Bouchez (MR) à La Libre : "On va gérer le pays comme des ingénieurs, pas comme des poètes" », *La Libre*, 15 juin 2024, disponible ici : <https://www.lalibre.be/belgique/2024/06/15/georges-louis-bouchez-mr-a-la-libre-on-va-gerer-le-pays-comme-des-ingenieurs-pas-comme-des-poetes-JXNBYYK6QRAKHDX2IDHPPFQLPU/>.

⁵⁸ Une autre sortie de ce type a été réalisée par Bill Gates, qui estime que le développement de l'intelligence artificielle ne laissera subsister que trois secteurs de métiers : l'énergie, la biologie et la programmation et la gestion de l'intelligence artificielle elle-même. On ignore s'il s'agit d'une forme de déconnection de la réalité qui lui ferait méconnaître les métiers de femmes et de soins, de *care*, d'agriculture et autres cités dans les propositions développées par cette étude ou s'ils sont tous agglomérés dans la « biologie ». Rédaction, « Bill Gates prédit un avenir sombre : seuls 3 secteurs de métiers résisteront à l'IA », *Le Monde de l'éco*, 22 octobre 2024.

Bibliographie

- AKERMAN, Chantal, *Jeanne Dieleman, 23 quai du Commerce, 1080 Bruxelles*, Paradise films, 1975.
- BELGA, « Le congé parental de plus en plus prisé par les hommes », *La Libre*, 28 avril 2023, disponible ici : <https://www.lalibre.be/belgique/societe/2023/04/28/le-conge-parental-de-plus-en-plus-prise-par-les-hommes-SQ5QQKFQCFH53OWROAIRDA64AY/>.
- BLOGIE, Elodie, « Les tâches ménagères, obstacle tenace à l'égalité », *Le Soir*, 26 février 2018, disponible ici : <https://www.lesoir.be/142227/article/2018-02-26/les-taches-menageres-obstacle-tenace-legalite>.
- BORISSOV, Pauline, « Les aidants proches plus sujets aux maladies chroniques et à la dépression », *Le Soir*, 20 juin 2024, disponible ici : <https://www.lesoir.be/596213/article/2024-06-20/les-aidants-proches-plus-sujets-aux-maladies-chroniques-et-la-depression>.
- BROUSSE, Cécile, « Travail professionnel, tâches domestiques, temps « libre » : quelques déterminants sociaux de la vie quotidienne », *Économie et Statistique*, n°478-479-480, 2015, disponible ici : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1303226?sommaire=1303240&q=homme+ch%C3%B4mage+t%C3%A2ches+domestique>.
- CHARDON, Frédéric, « Georges-Louis Bouchez (MR) à La Libre : “On va gérer le pays comme des ingénieurs, pas comme des poètes” », *La Libre*, 15 juin 2024, disponible ici : <https://www.lalibre.be/belgique/2024/06/15/georges-louis-bouchez-mr-a-la-libre-on-va-gerer-le-pays-comme-des-ingenieurs-pas-comme-des-poetes-JXNBYYK6QRAKHDX2IDHPPFQLPU/>.
- COCKX, Romy, *Miet Smet, trois décennies de politique d'égalité des chances*, IEFH/Carhif, 2009, disponible ici : https://igvm-iefh.belgium.be/sites/default/files/downloads/35%20-%20Miet%20smet_FR.pdf.
- COLLECTIF, *Le Petit Livre Rouge des Femmes*, Éditions Vie Ouvrière, 1972.
- COLLECTIF, « Pas de soldes sur les congés familiaux », *Axelle Magazine*, n°248, septembre-octobre 2022, disponible ici : <https://www.axellemag.be/conges-familiaux-rabotes-carte-blanche-vie-feminine/>.

- DARMANGEAT, Christophe, *Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était, Aux origines de l'oppression des femmes*, Smolny, 2022 [2009].
- DELPHY, Christine, « Par où attaquer le “partage inégal” du “travail ménager” ? » *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 22, n°3, 2003, p 47-71.
- DENIS, Marie et VAN ROKEGHEM, Suzanne, *Le féminisme est dans la rue. Belgique 1970-75*, POL-HIS, 1992, disponible ici en CC-BY-NC-SA : <https://d-meeus.be/femmes/fem-rue/index.html>.
- DE SINGLY, François, *Libres ensemble. L'individualisme dans la vie commune*, Nathan, 2000.
- DUMOULIN, Joséphine, « Christelle Taraud : “Les femmes sont la première colonie des hommes” », *Trois couleurs*, septembre 2022, disponible ici : <https://www.troiscouleurs.fr/cinema/christelle-taraud-les-femmes-sont-la-premiere-colonie-des-hommes/>.
- FEDERICI, Silvia, « Grève du travail reproductif et construction de communs reproductifs », *Contretemps*, avril 2021, disponible ici : <https://www.contretemps.eu/feminisme-greve-travail-reproductif-capitalisme/>.
- FILOSOF, Fanny et PEEMANS-POULLET, Hedwige, « Le Crédit-temps pour réduire la durée du travail », *Journal du CSCE*, n°9, juillet/août 1998, disponible ici : <https://emploi.belgique.be/fr/themes/jours-feries-et-conges/credit-temps-cct-ndeg-103/origine-et-remise-en-contexte-du-credit>.
- GODELIER, Maurice, *L'idéal et le matériel. Pensées, économies, sociétés*, Fayard, 1982.
- HIRATA, Helena, « Travail productif, travail de care », *Actuel Marx*, n°70, 2021, p. 62-76, disponible ici : <https://shs.cairn.info/revue-actuel-marx-2021-2-page-62?lang=fr>.
- JANSSEN, Séverine, *Femmes et extrême-droite*, Femmes Prévoyantes Socialistes, 2006, disponible ici : https://www.soralia.be/wp-content/uploads/2010/01/femmes_et_extreme-droite_brochure2016.pdf.
- KERGOAT, Danièle, « Comprendre les rapports sociaux », *Raison présente*, n°178, 2011.
- *La participation des femmes au marché du travail*, Conseil supérieur de l'emploi, janvier 2023, disponible ici : https://cse.belgique.be/sites/default/files/content/download/files/cse_participation_femmes_marche_du_travail_20230123.pdf.

- LETRAIT, Muriel, « L'utilisation par les chômeurs du temps libéré par l'absence d'emploi », *Économie et Statistique*, n°352-353, 2002, disponible ici : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1376225?sommaire=1376236&q=letrait>.
- MARUANI, Margaret (dir.), *Travail et genre dans le monde. L'état des savoirs*, La Découverte, 2013.
- MARUANI, Margaret, *Travail et emploi des femmes*, La Découverte 2017.
- PANET, Sabine, « Négociations gouvernementales : 20 mesures incontournables pour des organisations féministes de terrain », *Axelle Magazine*, n°220, juin 2019, disponible ici : <https://www.axellemag.be/negociations-mesures-incontournables-feministes/>.
- PEEMANS-POULLET, Hedwige, *Créer des emplois, c'est possible...*, Alliance nationale des mutualités chrétiennes, 1996.
- RAVELLI, Quentin, « Le capitalisme a-t-il une date de naissance ? », *Tracées*, n°36, 2019.
- RÉDACTION, « Répartition des tâches dans le ménage : "L'égalité hommes-femmes, on n'y est pas dans la famille" », *RTBF/La Première*, 3 décembre 2018, disponible ici : <https://www.rtbf.be/article/repartition-des-taches-dans-le-menage-l-egalite-hommes-femmes-on-n-y-est-pas-dans-la-famille-10088179>.
- RÉDACTION, « Bill Gates prédit un avenir sombre : seuls 3 secteurs de métiers résisteront à l'IA », *Le Monde de l'éco*, 22 octobre 2024, disponible ici : <https://www.lemondedeleco.fr/technologie/bill-gates-predit-un-avenir-sombre-seuls-3-secteurs-de-metiers-resisteront-a-l-ia-14795.html>.
- REY, David, « Le travail domestiques est-il un travail « non rémunéré » ? Une prémisse fausse aux conséquences réactionnaires », *Révolution communiste*, mars 2021.
- SCHWEITZER, Sylvie, *Les Femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes, 19^e-20^e siècles*, Odile Jacob, 2002.
- SEGALÉN, Martine, *Mari et femme dans la société paysanne*, Flammarion, 1980.
- SEGALÉN, Martine, *Sociologie de la famille*, Armand Colin, 1981.
- VAN HOVE, Hildegard, *Femmes et hommes en Belgique – 3^{ème} édition*, chapitre 7 : emploi du temps, IEFH, 2020, disponible ici : <https://igvm-iefh.belgium.be/fr/documentation/femmes-et-hommes-en-belgique-statistiques-et-indicateurs-de-genre-troisieme-edition>.
- WERNAERS, Camille, « Limitation du Crédit-temps : les femmes poussées hors du travail ? », 22 octobre 2022, *Les Grenades-RTBF*, disponible ici :

<https://www.rtbf.be/article/limitation-du-credit-temps-les-femmes-poussees-hors-du-travail-11090852>.